

LES MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

590€ PRIX NET

LIEU PARIS (2 SESSIONS)

DATE 29 juin 2018
ou le 30 novembre 2018

DURÉE 1 JOUR

PUBLIC

Services de marchés,
Services gestionnaires,
Services d'ordonnancement,
Services de comptabilité.

PRÉ-REQUIS

Une connaissance de base de la réglementation des marchés publics.

OBJECTIFS

- Identifier les obligations réglementaires qui s'appliquent à l'exécution des marchés
- Connaître le formalisme attaché à la modification des travaux ou prestations
- Préparer les actes correspondants

THÈMES TRAITÉS

MARCHÉS PUBLICS ET PRINCIPE DE MUTABILITÉ DES CONTRATS ADMINISTRATIFS

La définition du principe de mutabilité

La nécessité d'assurer la continuité et l'évolutivité du service public.

Le principe de mutabilité au regard du principe de mise en concurrence qui préside à l'attribution des marchés publics.

La mutabilité des marchés publics au regard du considérant 107 et de l'article 72 de la nouvelle Directive CE 2014-24.

La mutabilité des marchés publics dans le droit national : art. 65 de l'ordonnance 2015-899.

La mutabilité des marchés publics dans le cadre des CCAG.

La mutabilité des contrats et la doctrine administrative : la lettre collective n°144 M du 31 décembre 1972.

LES ACTES MODIFICATIFS DES MARCHÉS PUBLICS

La décision de modification unilatérale : définition et conditions d'utilisation.

L'avenant : définition et principales caractéristiques, essai de classification de différentes catégories d'avenants.

La décision de poursuivre : définition et conditions de recours (les clauses à prévoir).

Les modifications du contrat et l'indemnisation du cocontractant de l'administration : quel est le préjudice indemnisable, quelle forme doit revêtir la demande du titulaire, quels sont les délais de présentation de la demande d'indemnisation.

LES LIMITES AUX MODIFICATIONS DES MARCHÉS PUBLICS (RÉGIME APPLICABLE AVANT LA TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE 2014-24).

Les principes posés par l'article 20 de l'ancien code des marchés publics : la modification ne doit pas s'apparenter à un nouveau contrat, elle ne peut bouleverser l'économie du contrat, ni en changer l'objet.

L'exception aux principes : le cas des sujétions techniques imprévues.

Les éléments matériels qui permettent de qualifier un événement de sujétion technique imprévue : étude de la jurisprudence récente.

LES LIMITES AUX MODIFICATIONS DES MARCHÉS PUBLICS DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES NOUVEAUX TEXTES

- La clause de réexamen (art. 139 1°)
- Les travaux, fournitures et services supplémentaires (art. 139 2°)
- Les modifications du besoin rendues nécessaires par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir. (Art. 139 3°)
- Le remplacement du titulaire du marché (art. 139 4°)
- Les modifications non substantielles (art. 139 5°)
- Les modifications liées au montant du besoin nouveau : le respect des seuils européens et les limites en % (art. 139 6°).

LES CONDITIONS FORMELLES DE PASSATION DES AVENANTS ET DES DÉCISIONS DE POURSUIVRE.

- La procédure d'alerte pour les avenants de plus de 5% (art. 101 de l'ordonnance 2015-899 / cf. art. 1414-4 du CGCT).
- Le passage préalable devant l'assemblée délibérante pour les collectivités locales
- Les règles applicables à la passation des avenants et décision de poursuivre en cas de mandat de maîtrise d'ouvrage.
- La transmission au contrôle de légalité des avenants et décisions de poursuivre des collectivités locales.
- L'avenant ne fait pas l'objet d'un rapport de présentation (art. 105 du décret).
- L'avenant est soumis à l'accès aux données essentielles (art. 107 2° du décret).
- La publication d'un avis de modification (art. 140 III)
- La formalisation de l'avenant : conditions de formes et de contenu.
- La notification de l'avenant : conditions impératives à son entrée en vigueur.

ÉTUDE DE LA JURISPRUDENCE RÉ-CENTE : COMMENTAIRES D'ARRÊTS ET DE JUGEMENTS.

Conclusion et évaluation sous forme de QCM